

concevoir pourquoi on n'a institué la commission Rowell que l'an dernier alors que les mêmes problèmes existaient il y a deux ans. Le problème qui se posait alors se pose encore aujourd'hui mais deux années précieuses se sont écoulées et nous n'avons rien fait.

Je ne blâme pas le ministre du Travail, comme certains le font, d'apporter d'autres considérations d'ordre national ou autre dans la question du chômage, car tous ces problèmes sont intimement reliés entre eux. Mais quand il déclare que la politique du Gouvernement a provoqué l'accroissement du commerce et des affaires dont nous avons été témoins, je diffère respectueusement d'avis. Aucun membre de ce comité ne peut, à mon sens, soutenir que, sans l'impulsion donnée au commerce et aux affaires par les vastes programmes d'armements du monde entier, l'amélioration résultant de la politique administrative du Gouvernement ne serait autre chose qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Notre pays renferme des superficies agricoles fertiles, de grands centres industriels, les assises d'industrie fondamentale importante et un peuple alerte, ambitieux et soucieux de progrès. En d'autres termes, le peuple canadien a toute la matière première et l'outillage requis pour travailler; ce qui nous manque c'est la direction et le retour à l'effort coopératif entre les gouvernements et le peuple. Un peuple qui travaillerait de concert avec les gouvernements stimulerait une fierté nationale virile, fierté de notre avenir dont nous ne saurions surestimer la valeur. Pour cela, il faut rétablir la confiance dans les institutions publiques du Canada. Nous y arriverons pourvu que le Gouvernement ouvre la marche dans l'accomplissement d'œuvres nettement utiles au peuple dont il administre les affaires. Sans mentionner, en plus de ce dont j'ai parlé ce soir, tout ce que nous pourrions accomplir, car je n'en ai pas le temps, je suggère que nous procédions sans délai à réduire énergiquement les frais administratifs. Nous devrions, en outre, supprimer le gouvernement par des commissions. Nous devrions vivre selon nos moyens et amortir notre dette nationale. De plus, il nous faudra soulager de l'intolérable fardeau des impôts l'essence de notre vie nationale, c'est-à-dire le foyer. Et, ce qui n'est pas un moindre embarras, nous devrions abolir les impôts vexatoires qui irritent le peuple outre mesure. Nous devrions nous attaquer courageusement aux abus criants du système capitaliste. Nous devrions garder le marché domestique pour les cultivateurs et les régions agricoles du pays et protéger leurs intérêts. Nous devons aussi multiplier et conserver les emplois de l'industrie canadienne pour la classe ouvrière. Nous devrions de plus instituer sans retard un plan quinquennal d'expansion

et de restauration économique nationale dans le but de faire du Canada le pays le mieux administré et le plus prospère au monde.

Pour conclure, soyons prêts en tant que nation, particuliers, collectivité et gouvernement à déclencher une offensive concertée contre nos lacunes et nos problèmes nationaux. Nous devrions ainsi inspirer confiance à toutes les classes de la société, ce qui est essentiel. Nous devrions nous acquitter de nos obligations envers le cultivateur, l'ouvrier, l'homme d'affaires et la jeunesse du pays. C'est ainsi que nous bannirons complètement l'esprit exclusiviste en créant une unité nationale capable de faire de notre pays ce qu'il devrait être, c'est-à-dire un objet d'envie pour le monde civilisé.

M. E. J. POOLE (Red-Deer): C'est encore le grand problème national du Canada qui se pose devant le comité. Je n'ai pas le temps de dire ce soir tout ce que je voudrais dire sur ce sujet. Je ne puis cependant condamner trop énergiquement le Gouvernement de ce que, durant cette troisième session de notre Parlement, nous le trouvions encore incapable de trouver une réelle solution au plus important de nos problèmes nationaux, selon l'expression du ministre du Travail (M. Rogers). Nous entendons encore des lieux communs et l'on nous offre encore des palliatifs absolument insuffisants. J'ai parcouru le rapport de la Commission nationale de placement. J'en espérais quelque chose, mais voyons ce que nous y trouvons? En résumé, on nous dit que nous allons résoudre le problème du chômage en vendant des colifichets aux touristes des Etats-Unis.

Une VOIX: Et des sandwiches?

M. POOLE: C'est un autre sujet de concours que nous offre la commission. N'est-ce pas que cela est pratique après sept ans de souffrances endurées par le peuple canadien? La commission nous parle encore de la formation professionnelle de la jeunesse. Le Gouvernement a-t-il quelque chose à nous proposer pour donner de l'emploi à nos jeunes gens, même s'ils ont reçu une formation professionnelle?

M. KENNEDY: Ils pourront vendre des sandwiches.

M. POOLE: La commission a aussi recommandé la construction de logements à bon marché. J'ai entendu approuver cette proposition des deux côtés de la Chambre, mais je n'ai entendu aucun honorable député dire au comité où le Gouvernement va prendre l'argent requis.

M. EVANS: L'honorable député peut-il nous le dire?